

# La situation est sérieuse

Autor(en): **Müller, Bernard**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura**

Band (Jahr): **49 (1978)**

Heft 10: **Pages économiques**

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-824913>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

fortement diminué en valeur relative par rapport à la même période de 1977.

Des sept pays examinés, seuls les Etats-Unis ont plus exporté, leurs ventes à l'étranger des six premiers mois de 1978 progressant de 10,1 % sur fin juin 1977. En revanche, les exportations de la Grande-Bretagne n'ont augmenté que de 7,9 % contre 33,3 % un an plus tôt, celles de l'Italie de 11,9 % (36,6 %).

La République fédérale d'Allemagne et la Suisse ont, elles aussi, enregistré des taux de croissance nettement plus faibles qu'en 1977, soit respectivement de 3,5 % (8,9 %) et 4 % (14,7 %). Quant

aux exportations de la France, elles se sont développées au rythme semestriel de 11,3 % contre 16,9 % entre janvier et juin 1977.

Au Japon, la statistique des exportations des six premiers mois de 1978, calculées en dollars, dégage certes une augmentation de 21,3 %. Mais si, comme c'est d'ailleurs le cas pour les autres pays, on les calcule en monnaie nationale, les expéditions à l'étranger marquent un recul de 1 %, alors qu'elles s'étaient accrues de 13,6 % au premier semestre de 1977.

## La situation est sérieuse

par Bernard Müller, directeur de l'Economie publique du canton de Berne

### Que se passe-t-il ?

La situation économique de la Suisse et partant du canton de Berne se détériore sensiblement depuis quelques semaines et jours. On constate certes des différences notables entre les diverses régions, branches et entreprises. Mais il est néanmoins certain qu'il faut rester vigilant.

L'observateur superficiel ne perçoit pas l'orage qui menace à l'horizon et il pense que notre économie se porte toujours bien. N'enregistrons-nous pas un revenu par habitant parmi les plus élevés du monde ? Nous n'avons pas à déplorer de renchérissement et le chômage est minime. Nous avons suffisamment d'argent bon marché à disposition. Nous sommes fiers de notre paix sociale. L'économie suisse est tout à fait remarquable, sa balance des revenus présente un excédent de presque 10 milliards de francs par an. Pour un étranger, de toute façon, un Suisse qui se plaindrait paraîtrait insensé.

Malheureusement, les milieux économiques ne sont presque jamais satisfaits. Lorsqu'un danger sérieux nous menace,

on refuse souvent de le voir, et seuls les coups durs nous font retrouver une certaine lucidité. Il serait tout de même aberrant d'attendre que des milliers de chômeurs nous reprochent notre passivité et notre incapacité de prendre des mesures contre la tempête monétaire. Celui qui recherche pratiquement sans répit, depuis des semaines, avec des entreprises, comment éviter un effondrement, ne peut cacher son inquiétude pour l'avenir de notre économie.

### La récession nous a déjà ouvert les yeux

Nous sommes peut-être échaudés et donc spécialement sensibles ; car déjà en 1974, lorsque notre pays a connu la plus grave récession depuis la fin de la guerre, nous avons le sentiment désagréable que notre pays était pris au dépourvu. Le fait qu'à ce moment-là 11 % seulement de nos 400 000 employeurs bernois étaient assurés contre le chômage est significatif. La récession était néanmoins placée sous une bonne étoile puisque, dans un délai relativement court, les pouvoirs publics et l'économie

privée ont pu être mobilisés. En dépit de plusieurs programmes visant à réanimer la conjoncture et des mesures de politique sociale pour combler certaines lacunes, la Suisse a enregistré un recul du produit national brut de 7,5 % en 1975 et de 0,6 % en 1976, ce qui fait donc 8 % environ en tout. Mais dès 1977, on notait une importante correction de la trajectoire dans le sens positif (produit national brut réel + 2,7 %), de sorte qu'au début de cette année, le solde négatif n'était plus que de 5 %. Oui, même à la fin du premier semestre, divers indices statistiques annonçaient que nous pourrions bientôt considérer la récession comme maîtrisée. Cet été de la Saint-Martin a sans doute suscité des sentiments de profonde reconnaissance.

### **Le spectre de la revalorisation**

Ce répit n'était que de courte durée. On cherche toujours à dédramatiser la situation en assurant que notre économie résistera aussi au prochain orage. Nous sommes du même avis. Mais on peut se demander quel prix nous aurons à payer cette fois-ci. Certes, nous avons à vaincre depuis 1971, en particulier depuis janvier 1973 et jusqu'à fin 1974 une surévaluation constante de 40 % au total. Cela a été possible parce que le franc fut longtemps sous-évalué. L'économie mondiale était alors en forte expansion, de sorte que notre capacité concurrentielle ne subissait pas de dommages évaluables.

Un nouveau saut de presque 10 % se produisit en 1975. L'économie suisse paraît également ce coup, nos entreprises disposant encore de notables réserves constituées pendant la période favorable de l'après-guerre. En outre, la Suisse sortait de plus en plus ses atouts: la qualité remarquable et l'originalité de ses produits, un service assuré et bien d'autres avantages. Finalement, la victoire sur la hausse des prix était aussi en notre faveur alors que le renchérissement se poursuivait dans les principaux pays acheteurs.

Mais depuis le milieu de l'année environ, cette surévaluation prend une tournure inquiétante. Les réserves de nombreuses entreprises sont pratiquement épuisées. On signale toujours davantage de chiffres rouges. Les commandes baissent à un rythme rapide, ce qui n'est pas étonnant, puisque le taux nominal de revalorisation du franc suisse atteignait bien 130 % à fin septembre 1978 (année de référence 1971). Cela touche non seulement l'industrie d'exportation et le tourisme ; des secteurs de notre économie intérieure luttent non moins vigoureusement contre une concurrence étrangère qui devient sans cesse plus attractive. Elle risque aussi, en tant que fournisseur de notre économie d'exportation, de se voir éliminée de la course, parce que des mandats de sous-traitance sont (doivent être) de plus en plus confiés à des firmes étrangères. Si cette situation persiste, il faut s'attendre à une hausse sensible du chômage. Les licenciements croissants pour des raisons économiques — il y en a eu par exemple récemment vingt-sept à la General Watch à Bienne et soixante chez Lenco à Oberburg-Berthoud — sont des signes avant-coureurs de la tempête, que nous ne pouvons ignorer plus longtemps.

### **Mesures**

Pour autant que cela dépende d'elles, on peut estimer que les entreprises sont déjà parties en guerre et qu'elles sont disposées à faire preuve de volonté d'entreprendre, de goût du risque, d'un sens aigu de l'adaptation. Que font la Confédération et la Banque nationale ? Bien que les scientifiques prodiguent des recommandations souvent divergentes, l'action de nos autorités nationales suprêmes commence à prendre corps — surtout au cours de ces derniers jours. Les mesures prises jusqu'à présent pour détourner le flot d'argent étranger de notre pays n'ont pas abouti à une stabilisation des cours de change. D'autres interventions des autorités et le cas échéant aussi des conventions volontai-

# LE DEMOCRATE

Le plus important  
quotidien jurassien  
vous informe sérieusement  
dans tous les domaines



Imprimerie du Démocrate SA  
Delémont

à votre disposition  
pour tous travaux graphiques

1861

**Le Jura achète  
chez**

**Pfister  
Meubles**



**Delémont**

Rue des Moulins 12  
Tél. 066-223210

Ouvert: de 8 à 12 h et  
de 13.30 à 18.30 h.  
Samedi de 8 à 17 h  
Lundi matin fermé

Aucune autre maison  
ne vous offre d'avantage! **P** 10 vitrines attractives

1864

AGENCE EN DOUANE  
TRANSPORTS INTERNATIONAUX



CH - 2926 Boncourt  
Téléphone 066 75 52 52  
Télex 34 626 botec ch

1865

res paraissent donc indispensables si l'on veut éviter la dernière phase, celle d'une résignation totale ou d'un contrôle également total des devises. Les démarches entreprises par la Banque nationale suscitent néanmoins quelque espoir.

En outre, le Conseil fédéral et les cantons devront préparer des mesures pour assurer l'emploi de manière optimale. Les projets concrets, s'ils peuvent être réalisés rapidement et sur une échelle aussi vaste que possible, auront des effets positifs, partiellement à brève et partiellement à longue échéance. On peut attendre également des impulsions sensibles des mesures annoncées pour

promouvoir les exportations et stimuler les échanges avec l'étranger. Il faudrait préparer aussi, le cas échéant, un programme de relance conjoncturelle pour le cas où on assisterait à un fléchissement.

La situation de revenu des entreprises les plus touchées ne doit en aucun cas empirer, sinon on ne pourra pas arrêter les faillites et les fermetures d'entreprises. Les licenciements ne seraient pas un moyen approprié pour résoudre des problèmes monétaires.

La situation est sérieuse, mais elle n'est pas désespérée.

## CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

### L'indice suisse des prix à la consommation à fin septembre 1978

En septembre 1978, l'indice suisse des prix à la consommation, calculé par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, a reculé de 0,2 % pour tomber à 100,8 points (septembre 1977 = 100), soit à 0,8 % au-dessus de son niveau d'une année auparavant. Pour la première fois depuis janvier 1977, le taux annuel de hausse a donc de nouveau été inférieur à un pour cent. L'indice suisse des prix à la consommation traduit l'évolution des prix des marchandises et des services représentatifs de la consommation des ménages privés, sans que son calcul ne soit influencé par des modifications affectant le volume ou la composition de l'assortiment de marchandises consommées et de services utilisés.

Le léger fléchissement de l'indice général en septembre 1978 s'explique essentiellement par le recul de l'indice de l'alimentation (—0,7 %) et — en raison de nouvelles baisses de prix pour le mazout — par celui de l'indice du groupe « chauffage et éclairage » (— 0,2 %). En outre, l'indice des transports et communications est descendu juste au-dessous du niveau qu'il atteignait le mois précédent (—0,1 %), tandis que les indices des groupes « habillement », « aménagement et entretien du logement » ainsi que « santé et soins personnels » sont restés stables. Quant aux trois autres groupes de biens et de services, ils n'ont pas fait l'objet d'un nouveau relevé statistique durant le mois observé.

Le recul de l'indice de l'alimentation est principalement dû à des réductions de prix, dont le caractère saisonnier était prononcé, pour les légumes et les fruits ainsi qu'à de nettes baisses des prix du café. Comparativement au même mois de 1977, les prix du café ont ainsi été de